

Vers le bouclage des frontières

À trois semaines des mobilisations contre la réunion du G8 d'Évian, la liberté de circulation et de manifestation n'est pas garantie.

Chirac superstar des manifs contre la guerre en Irak, Chirac tiers-mondiste, Chirac héraut du développement durable, Chirac, en un mot et comme Lula, altermondialiste. De son gant de velours, le président français tapote, en " ami ", sur les épaules des responsables des associations et ONG qui contestent la réunion des " huit seigneurs de la Terre " à Évian du 1er au 3 juin. Jacques Chirac ne manque pas une occasion de rendre hommage aux associations, qui " contribuent à l'émergence d'une société civile internationale, d'un pôle social de la mondialisation ", d'appeler de ses vœux une " mobilisation contre le scandale de la pauvreté de masse ", de se déclarer " partisan d'une taxation internationale " pour financer le développement des pays pauvres, d'encourager les ONG " à poursuivre, en liaison avec les autorités publiques, une réflexion pragmatique sur les énormes obstacles politiques et techniques à la réalisation de ce type de mécanisme ". Pour les manifs, " la liberté d'expression sera respectée ", garantit aujourd'hui le chef de l'État. Par ces déclarations, Jacques Chirac s'engage publiquement à contresens d'une gestion militaire - et sanglante - à la Berlusconi.

" Il faut bien comprendre la posture de Jacques Chirac, observe Christophe Aguiton, une des chevilles ouvrières des mobilisations contre le G8. Le président français essaie de se présenter depuis le début comme celui qui accueille les altermondialistes, qui invite au G8 les dirigeants des pays africains, du Brésil, de la Chine. Sur le plan de la sécurité et des discussions avec les autorités, il est vrai que les négociations sont très ouvertes et que les sujets sont très larges : ils portent aussi bien sur la question des frontières que sur les villages alternatifs, sur les salles à offrir, sur la grande manifestation du 1er juin. " Alors qu'à l'occasion du sommet européen de Nice, les frontières françaises avaient été fermées et que, cette fois encore, on attend une participation considérable des mouvements italiens, la question de l'ouverture des frontières est essentielle aux yeux de la coordination contre le G8 d'Évian. " En matière de frontières, les traditions françaises sont particulièrement déplorable, poursuit Christophe Aguiton. Avec l'Espagne, nous sommes probablement le seul pays européen à avoir bloqué plusieurs fois l'arrivée de citoyens d'autres pays de l'Union pour des rassemblements. Sur les frontières, la France est bien pire que l'Italie de Berlusconi, qui n'a jamais bloqué les arrivants, pas plus à Gênes qu'à Florence. "

Pour l'heure, les négociations entre les autorités et la coordination du contre-G8 permettent de prendre la mesure de la poigne de fer que cache le gant de velours : pas de blocage systématique des frontières, contrôles volants, suspension du traité de Schengen, contrôle des identités mais, précise Christophe Aguiton " avec l'idée que tout le monde pourrait passer sauf ceux qui porteraient des armes ". Le point aveugle du dispositif réside dans l'existence avouée par les autorités françaises de " listes noires " établies par les pays d'origine et recensant les individus considérés comme " dangereux ", les critères de classement étant laissé au libre arbitre des autorités respectives. " Au début de la discussion, les représentants du gouvernement français nous avaient garanti qu'il n'y aurait pas de listes noires, rappelle Christophe Aguiton. Ensuite, ils nous ont dit que seules les personnes répertoriées dans le fichier des personnes recherchées ou inscrites dans les listes Schengen pour avoir été condamnées pour des actes de violence seraient sur les listes noires. Et aujourd'hui on en arrive à des listes constituées unilatéralement par chacun des États, et sur ces listes aucune mention n'est faite des raisons précises (jugements, décisions administratives, etc.) qui motivent l'inscription sur la liste. "

Pour Ludovic Prieur, proche des Désobéissants italiens, " 80 % des gens qui se trouveront dans les trains venant d'Italie risquent de figurer sur ces listes noires élaborées par le ministère de l'intérieur et les services italiens. " Personne n'a oublié la rafle, quelques jours à peine après la fin du Forum social européen de Florence, d'une vingtaine de militants du sud de l'Italie, accusés sur la base d'un dossier bidon " d'association subversive " (lire *L'Humanité* du 19 novembre 2002) ; aujourd'hui lavés de tout soupçon et après une vingtaine de jours de détention préventive, on peut sans peine imaginer qu'ils figureraient sur la liste noire concoctée par le gouvernement italien. " L'Espagne pourrait très bien décréter que tous les Basques sont des individus que la France devrait refouler ", renchérit Ludovic Prieur, qui sera lui-même chargé de coordonner les opérations de veille démocratique aux frontières. " C'est une entrave à la liberté de circulation et un recul considérable dans une Europe qui se prétend ouverte aux citoyens comme elle l'est aux marchandises et aux capitaux ", reprend Christophe Aguiton. Cette semaine, la coordination du contre-G8 entame un travail avec le Syndicat de la magistrature, la LDH, le Syndicat des avocats de France et Amnesty International pour faire lever en amont les mesures attentatoires aux libertés fondamentales de manifestation, d'expression et de circulation. Elle demande une audience au ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, et ce dernier, c'est sûr qu'il ne fait pas semblant d'être altermondialiste.